

Minute n°

RG n° 91-10-000247

Mr MICHEL Gérard
C/
DIRECT ENERGIE

**Extrait DES MINUTES
DU TRIBUNAL D'INSTANCE
DE SENLIS**

JUGEMENT DU 17 Janvier 2011

JURIDICTION DE PROXIMITÉ

TRIBUNAL D'INSTANCE DE SENLIS

DEMANDEUR(S) :

Monsieur MICHEL Gérard
11 boulevard Jean Biondi
60100 CREIL

Représenté par la SCP FABIGNON - REMOISSONNET, avocat
au barreau de Senlis
Aide juridictionnelle partielle 25 % n°2010000120 du 15/01/2010

DÉFENDEUR(S) :

DIRECT ENERGIE
SERVICE CLIENTELE
TSA 21519 2
Bis Rue Louis Armand
75725 PARIS CEDEX 15

Représenté par la SELARL BERTHAULT, avocat au barreau de
PARIS

copie délivrée le

à :

copie exécutoire
délivrée le :

à :

Société GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRICUTION
ERDF GRDF AGNRC
10 Rue Macquet Vion CS 80 633
80011 AMIENS CEDEX

Représentée par la SCP DEMARCQ & ASSOCIES, avocat au
barreau de LILLE

COMPOSITION DE LA JURIDICTION DE PROXIMITÉ :

Juge de Proximité : Mme AUDIT R.
Greffier : Mme BISIAUX P.

DÉBATS :

Audience publique du :8 novembre 2010

JUGEMENT :17 Janvier 2011

Monsieur Gérard MICHEL, demeurant à CREIL (60100) 11 boulevard Jean Biondi, se fournissait en gaz et en électricité auprès de la société Gaz de France DOLCE VITA.

En mars 2009, Monsieur MICHEL a souscrit une offre de fourniture d'énergie auprès de la société DIRECT ENERGIE et a résilié son précédent contrat de fourniture conclu avec la société Gaz de France DOLCE VITA.

Le contrat électricité / gaz naturel a été signé par Monsieur MICHEL le 3 mars 2009.

Dans une lettre du 3 juin 2009, la société DIRECT ENERGIE a informé Monsieur MICHEL qu'il recevra « prochainement une facture de clôture ou un avoir de votre ancien fournisseur afin de solder votre abonnement et votre consommation ».

A cette fin, la société Gaz Réseau Distribution France (ci-après la société « GrDF ») a procédé au relevé du compteur de gaz de Monsieur MICHEL et a adressé un relevé de consommation à la société Gaz de France DOLCE VITA.

Le 13 juillet 2007, la société Gaz de France DOLCE VITA a adressé une facture de résiliation d'un montant de 1.171,88 Euros à Monsieur MICHEL, basé sur le relevé de ses consommations établi par la société Gaz Réseau Distribution France (ci-après la société « GrDF ») ; en effet, selon cette facture, l'ancien index était de 896 et le nouveau de 2256.

Monsieur MICHEL a contesté le montant de cette facture en invoquant une erreur de relevé de compteur et en a avisé la société DIRECT ENERGIE en lui adressant son auto relevé 00937,292 du 27 juillet 2009.

La société DIRECT ENERGIE a accusé réception de cet auto relevé dans une lettre du 3 août 2009.

Un nouveau relevé de compteur a seulement été effectué le 26 mars 2010.

La société DIRECT ENERGIE a, pour sa part, continué à adresser des factures établies sur la base de l'index figurant dans la facture de résiliation à son abonné.

Monsieur MICHEL a alors fait opposition aux prélèvements présentés par cette dernière.

Par une déclaration au greffe du 3 septembre 2009, Monsieur MICHEL a saisi la juridiction de proximité de SENLIS pour voir constater l'erreur de relevé de la société GrDF, ainsi que de voir condamner la société DIRECT ENERGIE au remboursement des frais occasionnés et au paiement de la somme de 1.000 Euros en réparation de son préjudice moral.

Puis, par acte du 16 avril 2010, Monsieur MICHEL a fait assigner en intervention forcée la société GrDF tendant à voir

- déclarer Monsieur MICHEL recevable et bien fondé en ses demandes,
 - constater l'erreur de relevé du compteur n° 975 de Monsieur MICHEL imputable au Gestionnaire de Réseau de Distribution et communiqué par ce dernier à la société Gaz de France DOLCE VITA et à la société DIRECT ENERGIE,
 - constater, en conséquence, le manquement du Gestionnaire de Réseau de Distribution à son obligation contractuelle,
- en conséquence,
- condamner conjointement et solidairement le Gestionnaire de Réseau de Distribution et la société DIRECT ENERGIE à payer à Monsieur MICHEL la somme de 1.000 Euros en réparation du préjudice subi,
 - condamner conjointement et solidairement le Gestionnaire de Réseau de Distribution et la société DIRECT ENERGIE à payer à Monsieur MICHEL la somme de 1.500 Euros sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile,
 - Condamner conjointement et solidairement le Gestionnaire de Réseau de Distribution et la société DIRECT ENERGIE aux entiers dépens de l'instance.

Par acte du 30 juin 2010, Monsieur MICHEL a une nouvelle fois fait assigner en intervention forcée la société GrDF tendant à voir

- constater l'erreur de relevé du compteur n° 975 de Monsieur MICHEL imputable à la société GrDF (Gaz Réseau Distribution France) et communiqué par cette dernière à la société Gaz de France DOLCE VITA et à la société DIRECT ENERGIE,
 - constater, en conséquence, le manquement de la société GrDF (Gaz Réseau Distribution France) à son obligation contractuelle,
 - ordonner que soit établie une nouvelle facturation sur la base du relevé réel de compteur n° 975 afférente à la consommation réelle en gaz de Monsieur MICHEL et ce à compter du début du contrat conclu avec la société DIRECT ENERGIE,
 - dire que la société DIRECT ENERGIE a manifestement manqué à son obligation de conseil,
- en conséquence,
- condamner conjointement et solidairement la société GrDF (Gaz Réseau Distribution France) et la société DIRECT ENERGIE à payer à Monsieur MICHEL la somme de 1.000 Euros en réparation du préjudice subi,
 - condamner conjointement et solidairement la société GrDF (Gaz Réseau Distribution France) et la société DIRECT ENERGIE à payer à Monsieur MICHEL la somme de 1.500 Euros sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile,
 - Condamner conjointement et solidairement la société GrDF (Gaz Réseau Distribution France) et la société DIRECT ENERGIE aux entiers dépens de l'instance.

Lors de l'audience devant la juridiction de proximité de SENLIS du 8 novembre 2010, Monsieur MICHEL, représenté par son avocat a précisé dans ses conclusions récapitulatives n° 2 qu'il convenait désormais d'ordonner l'établissement d'une nouvelle facturation sur la base d'un index fixé au 1^{er} juin 2009 à 920 m3 d'un commun accord entre les parties.

Monsieur MICHEL a maintenu, par ailleurs, sa demande de condamnation solidaire des sociétés

GrDF et DIRECT ENERGIE au paiement de la somme de 1.000 Euros en réparation du préjudice subi et de 1.500 Euros sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile, ainsi qu'aux dépens de l'instance.

La société DIRECT ENERGIE a déposé des conclusions en défense par l'intermédiaire de son Avocat tendant à voir

- constater l'absence de responsabilité de DIRECT ENERGIE,
 - débouter Monsieur MICHEL de l'ensemble de ses demandes à l'encontre de DIRECT ENERGIE,
 - dire et juger que GrDF a manqué à ses obligations contractuelles, portant ainsi préjudice tant à Monsieur MICHEL qu'à DIRECT ENERGIE,
 - condamner de ce fait GrDF à régler à DIRECT ENERGIE la somme de 4.000 Euros en réparation de son préjudice d'image,
- à titre subsidiaire
- condamner GrDF à garantir DIRECT ENERGIE de toutes condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre,
- en tout état de cause
- condamner GrDF à lui régler la somme de 2.190 Euros H.T. par application de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

La société GrDF, représenté par son Avocat, a déposé des conclusions en réponse et récapitulatives tendant à voir

- dire et juger que la société GrDF n'a commis aucune erreur de relevé du compteur de Monsieur MICHEL,
 - constater, dire et juger que DIRECT ENERGIE n'a jamais transmis à GrDF la réclamation de Monsieur MICHEL,
 - constater, dire et juger que l'émission des factures reçues par Monsieur MICHEL postérieurement à juillet 2009 ressortait de la seule responsabilité de DIRECT ENERGIE,
 - dire et juger que Monsieur MICHEL ne peut justifier d'aucun préjudice directement imputable à l'erreur qu'il prête à la société GrDF,
 - débouter en conséquence Monsieur MICHEL de toutes ses demandes, fins et conclusions en ce qu'elles sont dirigées à l'encontre de la société GrDF,
 - dire n'y avoir lieu à statuer sur la fixation d'un index à la date du changement de fournisseur,
 - débouter la société DIRECT ENERGIE de toutes ses demandes, fins et conclusions dirigées contre GrDF,
- subsidiairement
- condamner la société DIRECT ENERGIE à garantir la société GrDF des condamnations susceptibles d'être prononcées à son encontre au profit de Monsieur MICHEL,
- reconventionnellement
- condamner la société DIRECT ENERGIE à payer à la société GrDF la somme de 3.000 Euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

MOTIVATION :

Il convient de préciser que, dans le cadre de la législation actuelle, la gestion d'un réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel est, en principe, assurée par des personnes morales distinctes de celles qui exercent des activités de production ou de fourniture d'électricité ou de gaz naturel.

Le distributeur est, notamment, chargé du relevé des compteurs, la facturation étant assurée par la suite par le fournisseur.

Conformément aux termes des conditions générales de la société GRDF (version du 1^{er} juillet 2008), en cas de changement de fournisseur,

« le nouveau fournisseur définit avec son client le mode de détermination de l'index de départ pour son nouveau contrat de fourniture ».

Sur la demande d'établissement d'une nouvelle facturation sur la base d'un index fixé au 1^{er} juin 2009 à 920 m3 d'un commun accord entre les parties :

En l'espèce, il a été demandé au distributeur de calculer l'index applicable à la date de changement de fournisseur demandée à partir de l'historique de consommation et du dernier index connu dont il dispose.

Cet index a été pris en compte par la société DIRECT ENERGIE pour l'établissement de ses factures.

Monsieur MICHEL a alors constaté que l'index réel de son compteur était inférieur et en a avisé la société DIRECT ENERGIE en lui adressant son auto relevé du 30 juillet 2009.

En effet, la société GrDF avait retenu un index 2256, alors que l'auto-relevé portait le chiffre 937,292.

Le relevé effectué en mars 2010 était également erroné.

En cours de procédure, les parties ont décidé d'un commun accord de retenir un index arrêté au 1^{er} juin 2009 à un volume de 920 m3.

Sur la base de cet accord, la société DIRECT ENERGIE démontre avoir régularisé la situation par l'émission de factures rectificatives.

En conséquence, il n'y pas lieu d'ordonner une nouvelle facturation sur la base de l'index arrêté d'un commun accord entre les parties.

Sur les responsabilités encourues :

Monsieur MICHEL sollicite encore la condamnation solidaire des sociétés GrDF et DIRECT ENERGIE au paiement de la somme de 1.000 Euros en réparation du préjudice subi du fait de l'erreur d'index.

La société DIRECT ENERGIE demande, pour sa part de constater son « absence de responsabilité », dans la mesure où la société GrDF aurait manqué à « ses obligations contractuelles, portant ainsi préjudice tant à Monsieur MICHEL qu'à DIRECT ENERGIE » et sollicite ainsi la condamnation, de ce fait, de la société GrDF à lui régler la somme de 4.000 Euros en réparation de son préjudice.

Enfin, la société GrDF soutient n'avoir « commis aucune erreur de relevé du compteur de Monsieur MICHEL » et demande à la juridiction saisie de constater que la société DIRECT ENERGIE n'a jamais transmis à la société GrDF la réclamation de Monsieur MICHEL ; l'émission des factures reçues par Monsieur MICHEL postérieurement à juillet 2009 ressortirait ainsi de la seule responsabilité de DIRECT ENERGIE.

En l'espèce, il s'est avéré à la suite de la nouvelle facturation effectuée par la société DIRECT ENERGIE que Monsieur MICHEL n'a pas subi de préjudice financier direct du fait de l'erreur de l'index.

Il n'en demeure pas moins que cette erreur a causé un préjudice matériel et moral à Monsieur MICHEL en raison des nombreuses démarches qu'il a dû effectuer entre 2009 et 2010 pour la voir rectifier.

Si l'erreur de relevé du compteur de Monsieur MICHEL est effectivement imputable à la société GrDF et engage la responsabilité de cette dernière, dans la mesure où elle est à l'origine d'une facturation erronée, il n'en demeure pas moins que la société DIRECT ENERGIE, dûment informée par son client de l'existence de cette erreur dès la réception de l'auto relevé effectué par Monsieur MICHEL le 27 juillet 2009 a néanmoins continué à émettre des factures sur la base de l'index fourni par la société GrDF jusqu'en 2010, peu importe les procédures internes à suivre en ce cas.

Ce comportement, pour le moins négligeant, est constitutif d'un manquement à ses obligations contractuelles.

Il convient ainsi de condamner conjointement et solidairement la société DIRECT ENERGIE et la société GrDF à payer à Monsieur MICHEL la somme de 400 Euros au titre du préjudice, toutes causes confondues, subi du fait de l'erreur de l'index, ainsi qu'au paiement de la somme de 600 Euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Les sociétés DIRECT ENERGIE et GrDF ayant manqué toutes deux à leurs obligations de diligence dans l'accomplissement de leurs missions et obligations seront déboutées de toutes leurs demandes, fins et conclusions.

PAR CES MOTIFS :

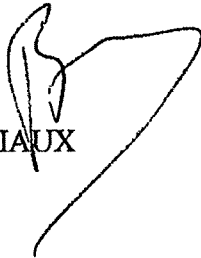
Le Tribunal, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort, mis à la disposition au Greffe

- **Condamne** conjointement et solidairement la société DIRECT ENERGIE S.A. et la société GrDF S.A. à payer à Monsieur Gérard MICHEL la somme de 400 Euros au titre du préjudice subi du fait de l'erreur de l'index.
- **Déboute** les sociétés DIRECT ENERGIE S.A. et GrDF S.A. de toutes leurs demandes, fins et conclusions.
- **Condamne** conjointement et solidairement la société DIRECT ENERGIE S.A. et la société GrDF S.A. à payer à Monsieur Gérard MICHEL la somme de 600 Euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.
- **Condamne** conjointement et solidairement la société DIRECT ENERGIE S.A. et la société GrDF S.A. aux dépens.

AINSI JUGE ET MIS A DISPOSITION AU GREFFE LE 17 Janvier 2011

LE GREFFIER,

P. BISIAUX



LE JUGE DE PROXIMITÉ,

R. AUDIT



621/1/M
POUR COPIE CERTIFIEE
CONFORME A L'ORIGINAL
LE GREFFIER

